

fique, pour ce qui est d'un pacte régional, n'était certes pas la même que celle qui existait dans l'Atlantique et qui rendait souhaitable et nécessaire le Pacte de l'Atlantique-Nord. Mon opinion là-dessus n'a pas changé; au contraire, la récente réunion du Commonwealth à Colombo l'a raffermie. Si nous avions pris l'initiative d'un pacte du Pacifique,—et nous ne devons pas hésiter à prendre l'initiative lorsque l'occasion l'exige—nous aurions constaté que deux, au moins, des pays les plus vivement intéressés à un accord régional de sécurité dans le Pacifique; notamment le Royaume-Uni et l'Inde, n'auraient pas pu nous appuyer, et ne pourraient, même à l'heure actuelle, appuyer le principe d'un pacte régional du Pacifique. En outre, nous savions alors que les États-Unis ne pourraient pas participer à des négociations en vue d'un pacte de ce genre.

Il ne faudrait pas croire cependant que le Gouvernement s'oppose à l'idée d'un pacte régional du Pacifique. Si les circonstances rendaient souhaitable un tel pacte, nous étudierions la question aussi attentivement que nous avons étudié l'idée d'un pacte de l'Atlantique-Nord.

Politique économique internationale

Si bref que l'on veuille rendre un exposé des affaires internationales, on ne saurait passer sous silence les questions économiques internationales. C'est un domaine où il est difficile de tirer la ligne entre l'ordre politique et l'ordre économique. Inutile d'insister sur l'importance d'une saine économie et de programmes sociaux judicieux lorsqu'il s'agit de traiter avec le communisme et les États communistes. Notre meilleure défense contre le communisme résidera à la longue dans l'application de programmes économiques et sociaux fondés sur la prudence et le progrès. Les relations économiques entre les États démocratiques libres revêtent la même importance. La collaboration économique bien comprise peut et doit resserrer les liens qui nous unissent. L'absence d'une telle collaboration peut diviser des États amis. On peut voir, à certains indices, que, si nous n'y prenons garde, des difficultés d'ordre économique pourront affaiblir notre unité et nos moyens de collaboration.

Si nous laissons, par exemple, le monde se cristalliser en zone du dollar et zone du sterling, entre lesquelles les relations et échanges commerciaux deviendront difficiles, il peut arriver en fin de compte que les relations politiques en souffrent. Nous avons donc tous, je crois, plus conscience que jamais des difficultés que traverse l'économie internationale à mesure que nous nous rendons compte que le programme d'après-guerre d'aide en dollars peut prendre fin avant que les pays bénéficiaires ne se soient suffisamment relevés des ruines de la guerre pour pouvoir rétablir par eux-mêmes à un degré satisfaisant l'équilibre de leur commerce avec des pays plus fortunés, tel le Canada. Les mesures qui se recommandent dans les circonstances à tous les pays intéressés, et non pas simplement au nôtre, constituent probablement le problème le plus important qui se pose aujourd'hui dans le domaine de l'économie internationale.

Il n'existe pas de solution facile à ce problème complexe, qui dépend dans une large mesure d'éléments extérieurs. Ce ne sont pas les conférences qui redresseront la situation, même si elles ont parfois une grande utilité. On n'y remédiera pas non plus en agitant une baguette magique qui transformerait l'inconvertibilité en convertibilité. Le remède, qui est plus facile à prescrire qu'à prendre, consiste, autant pour le Canada que pour toutes les démocraties